
Interpellation sur l'insécurité dans les lieux festifs liégeois

À plusieurs reprises, j'ai abordé avec vous la problématique alarmante des "drogues du viol", ainsi que l'insécurité persistante dans la vie nocturne à Liège.

En avril 2022, le Conseil communal a voté le plan d'action du Conseil de la nuit pour l'année 2022. Un mois plus tard, j'ai interpellé le Collège pour faire le point sur les actions déjà entreprises, sur d'éventuelles évaluations des initiatives existantes, et sur votre réflexion à ce sujet.

Dans votre réponse, vous avez dressé un état des lieux des actions entreprises par le Conseil de la nuit : la mise en place de formations SACHA pour le personnel HORECA, une focalisation sur la problématique de la soumission chimique, des campagnes de sensibilisation, ainsi que la création de commerces et de cafés "safe spots".

Vous avez également mentionné que "des évaluations des outils (à court et moyen termes) sont systématiquement réalisées afin de suivre l'évolution des phénomènes (qualitativement : par le milieu associatif – quantitativement : par la police/le parquet)".

De plus, vous avez ajouté que "au niveau local, les campagnes de sensibilisation et les collaborations sont constamment ajustées pour répondre à l'apparition de nouveaux phénomènes".

Depuis lors, des actions concrètes ont été observées sur le terrain. Par exemple, lors de l'édition 2022 du Ruban Blanc, les partenaires du Conseil de la nuit ont parrainé l'opération et se sont engagés à devenir des "safe spots" où chacun peut faire la fête en toute sécurité.

Cependant, des incidents impliquant des personnes droguées sans leur consentement continuent d'être régulièrement signalés, notamment sur les réseaux sociaux.

Voici mes questions :

- Pouvez-vous faire le point sur les actions réalisées par le Conseil de la nuit ? En particulier, quel est le bilan des formations SACHA ?
- Au regard des évaluations qualitatives et quantitatives annoncées, les outils mis en place sont-ils efficaces ? Quels sont les retours des services de police ?
- Y a-t-il d'autres dispositifs en cours d'étude ? Une révision du plan d'action ou la création d'un nouveau sont-ils envisagés ?

Diana Nikolic
Cheffe de groupe MR Pour Liège
Audrey Neuprez
Conseillère communale MR Pour Liège